



SIVUCOP

Délibération 2023-008

Le Conseil syndical du SIVUCOP s'est réuni le 20 mars DEUX MILLE VINGT TROIS, au centre opérationnel de Police - 1 rue Arnoult Laroche à Vernouillet 19h00, sous la présidence de M. Michel DEBJAY, Président.

	Délégués titulaires		Délégués Suppléants	
Verneuil-sur-Seine	Michel DEBJAY	x	Cyril AUFRECHTER	
	Fabien AUFRECHTER	x	Caroline PISICA	
	Anthony HERRY	x	Ania REDJDAL	
Vernouillet	Pascal COLLADO	x	Patrick SAGET	x
	Laurent BAIVEL	x	Stéphane LARCHER	
	Henriette LARRIBAU		Nicolas COMBARET	

Date de convocation : 14/03/2023

Date d'affichage : 14/03/2023

Nombre de délégués :

En exercice : 6

Présents : 6

Votants : 6

FIXATION DU MODE DE GESTION DES AMORTISSEMENTS ET IMMOBILISATIONS DES BIENS EN M57

Le Sivucop a délibéré le xx décembre 2022 afin d'appliquer la nomenclature M57 au 1er janvier 2023.

La mise en place de la nomenclature comptable et budgétaire M57 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Le champ d'application reste défini par l'article R.2321-1 du C.D.C.T. qui fixe les règles applicables aux amortissements.

Pour rappel, sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine du syndicat, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2 selon les règles suivantes :

- les immobilisations incorporelles en subdivision du compte 20,
- les immobilisations corporelles en subdivision des comptes 21, 22 (hors 229), 23 et 24,
- les immobilisations financières en subdivision des comptes 26 et 27.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

Dans ce cadre, les communes, EPCI et les établissements publics de plus de 3500 habitants procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé à l'exception :

- des œuvres d'arts,
- des terrains (autre que les terrains de gisement),
- des frais d'études et d'insertion suivis de réalisation,
- des immobilisations remises en affectation ou à disposition,
- des agencements et aménagements de terrains (hors plantation d'arbres et arbustes),
- des immeubles non productifs de revenus.

En revanche, les communes et les établissements publics n'ont pas l'obligation d'amortir les réseaux et installations de voirie.

Les durées d'amortissement des immobilisations correspondent à leur durée probable d'utilisation et sont fixées librement pour l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exception, conformément à l'article R2321-1 du CGCT.

Dans le cadre de la mise en place de la M57, il est proposé de mettre à jour la délibération en précisant les durées applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature, les autres durées d'amortissement, correspondant effectivement aux durées habituelles d'utilisation, restent inchangées.

Les tableaux récapitulatifs des durées d'amortissement avant et après le 01/01/2023 sont annexés à la délibération.

Enfin la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable, le syndicat calculant en M14 les dotations aux amortissements en année pleine, avec un début des amortissements au 1^{er} janvier n+1. L'amortissement prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. En accord avec le service de gestion comptable l'amortissement commencera ainsi le 1^{er} du mois suivant. Cette date sera la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine du syndicat.

Ce changement de méthode comptable concerne que les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2023 sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont commencé suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur à 300€TTC et qui font l'objet d'un suivi globalisé (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de bien de faible valeur). Il est proposé que ces biens de faibles valeurs soient amortis en une annuité au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération du Conseil Syndical en date du 14 novembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,

Considérant que dans le cadre de la M57, il convient de mettre à jour les durées d'amortissement

Considérant qu'il convient de définir la date de mise en service

Considérant que dans le cadre de la M57, il convient de poser le principe d'amortissement au prorata temporis et de l'aménagement de cette règle pour les biens de faible valeur.

Le Conseil Syndical après en avoir délibéré :

ADOpte la mise à jour des durées d'amortissement précisant les durées applicables aux nouveaux articles issus de cette nomenclature, conformément à l'annexe ci-jointe et les autres durées d'amortissement, correspondant effectivement aux durées habituelles d'utilisation restant inchangées.

ADOpte le calcul des amortissements pour chaque catégorie d'immobilisation au prorata temporis dont la date de mise en service sera applicable le 1^{er} du mois suivant.

PRECISE l'aménagement de la règle du prorata temporis pour les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 300€, ces biens étant amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

FAIT ET DELIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS,
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



Le Président,

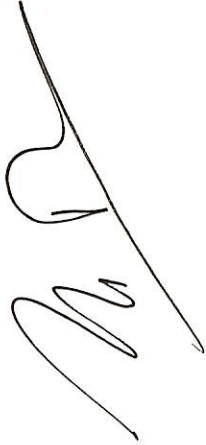
Michel DEBAY

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Versailles à compter de sa publication et de sa transmission au représentant.

Durées d'amortissement pratiquées pour les biens acquis avant le 01/01/2023

Imputation	Immobilisation imputation M57	Type de matériel (à titre indicatif)	durée d'amortissement
Immobilisations Incorporelles			
2031	Frais d'études	Frais d'études	
204xxx1	Subventions d'équipement versées	Subventions d'équipement versées sur des biens mobiliers	5(*)
2051	Concessions et droits similaires	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires, Logiciels applicatifs, progiciels	2
Immobilisations Corporelles			
2121	Plantation d'arbres et d'arbustes	plantations	15
2128	Autres agencements, aménagements de terrains	Autres agencements, aménagements de terrains	15
21538	Autres réseaux	Vidéoprotection	30
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	matériel technique	6
21751	Réseaux de voirie	Réseaux de voirie	30
21828	Matériels de transports	Véhicules	5
21828	Matériels de transports	Camions et véhicules industriels	4
21838	Autre matériel informatique	Autre matériel informatique	2
21838	Autre matériel informatique	Matériels de bureau électrique	5
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	Mobilier (Bureau chaises, armoires,...)	10
2188	Autres	Matériels classiques	6
2188	Autres	Appareils de levages, ascenseurs	20
2188	Autres	Coffre-fort	10
2188	Autres	Equipements de cuisines et appareils de chauffage	10
2188	Autres	Equipements de garages et ateliers	10
2188	Autres	Matériels équipements sportifs	10

(*) Pour les études non suivies de tx ainsi que pour les frais d'insertion en cas d'échec de projet



Durées d'amortissement pratiquées pour les biens acquis après le 01/01/2023

Imputation	Immobilisation imputation M57	Type de matériel (à titre indicatif)	durée d'amortissement
		Biens dont la valeur est inférieure à 300€ TTC	1
		Immobilisations Incorporelles	
2031	Frais d'études	Frais d'études	5(*)
2033	Frais d'insertion	Frais d'insertion	5(*)
204xxx1	Subventions d'équipement versées	Subventions d'équipement versées sur des biens mobiliers	5
204xxx2	Subventions d'équipement versées	Subventions d'équipement versées sur des bat. et installations	30
204xxx3	Subventions d'équipement versées	Subventions d'équipement versées sur porjets d'infra. d'intérêt général	40
2051	Concessions et droits similaires	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires, Logiciels applicatifs, progiciels	2
		Immobilisations Corporelles	
2121	Plantation d'arbres et d'arbustes	Plantation d'arbres et d'arbustes (productifs de revenus)	15
21538	Autres réseaux	Vidéoprotection	10
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	Matériel technique	6
21838	Autre matériel informatique	Autre matériel informatique	2
21828	Matériels de transports	Voitures	5
21828	Matériels de transports	Camions et véhicules industriels	4
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	Mobilier (Bureau chaises, armoires,...)	10
2188	Autres	Matériels classiques	6
2188	Autres	Appareils de levages, ascenseurs	20
2188	Autres	Equipements de cuisines et appareils de chauffage	10
2188	Autres	Equipements de garages et ateliers	10
2188	Autres	Matériels équipements sportifs	10

(*) Pour les études non suivies de txx ainsi que pour les frais d'insertion en cas d'échec de projet

